



CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

CES/INDICATEURS (2016)

Le système d'indicateurs national

AVIS

Luxembourg, le 8 juillet 2016

SOMMAIRE

page:

ABREVIATIONS	II
INTRODUCTION	1
1 L'OBSERVATOIRE DE LA COMPETITIVITE ET LA DISCUSSION STRUCTUREE EN MATIERE DE COMPETITIVITE	2
2 LES TRAVAUX DU CES: LA MESURE DU BIEN-ETRE ET DU PROGRES DE LA SOCIETE	3
3 VERS UN SYSTEME INTEGRE D'INDICATEURS	4
31 Méthode de travail et critères retenus	5
32 Structuration du nouveau système d'indicateurs	6
321 L'aspect « <i>Economie</i> »	7
322 L'aspect « <i>Social</i> »	7
323 L'aspect « <i>Environnement</i> »	8
4 AU-DELA DES INDICATEURS	9
ANNEXE 1: LISTE DES INDICATEURS META ET SECONDAIRES	12
A. PRESENTATION PROPOSEE PAR LE GROUPE PATRONAL	12
B. PRESENTATION PROPOSEE PAR LE GROUPE SALARIAL	17
ANNEXE 2: LE REGLEMENT GRAND-DUCAL DU 5 AVRIL 1985	21

ABREVIATIONS

CES	=	Conseil économique et social
CSDD	=	Conseil supérieur pour un développement durable
IMD	=	« <i>Institute for Management Development</i> »
LUCET	=	« <i>Luxembourg Center for Educational Testing</i> »
MDDI	=	Ministère du Développement durable et des Infrastructures
MIP	=	« <i>Macroeconomic Imbalances Procedure</i> »
PGF	=	Productivité globale des facteurs
PIB	=	Produit intérieur brut
PNR	=	Programme national de réforme
R&D	=	Recherche et Développement
TBCO	=	Tableau de bord de la compétitivité
OCDE	=	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
ODC	=	Observatoire de la Compétitivité
WEF	=	« <i>World Economic Forum</i> »

INTRODUCTION

Dans la préface du Bilan Compétitivité 2013, le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, M. Etienne Schneider, a exprimé le souhait de disposer d'un nouveau système d'indicateurs pour soutenir le pilotage politique du pays.

De l'avis des experts, le tableau de bord de la compétitivité (ci-après « *TBCO* »), établi annuellement par l'Observatoire de la Compétitivité (ci-après « *ODC* ») depuis 2006, nécessitait une révision en profondeur afin de corriger un nombre de faiblesses qui sont apparues au fil du temps.

Les partenaires sociaux ont d'ailleurs régulièrement remis en question la pertinence de certains indicateurs de ce tableau de bord.

Le présent avis du Conseil économique et social (ci-après « *CES* »), réalisé sur base d'une auto-saisine, donne suite à ces demandes et constats. Il se base sur une étude des multiples tableaux de bord, anciens et récents, nationaux, européens et internationaux, pour proposer un nouveau cadre cohérent et pertinent d'indicateurs pour couvrir les aspects économiques, sociaux et environnementaux.

L'avis fait suite aussi à l'avis commun¹ élaboré par le CES et le Conseil supérieur pour un développement durable (ci-après « *CSDD* ») dans le cadre du projet « *PIBien-être* », destiné à mesurer le bien-être de la population. Dans cet avis commun, le CES et le CSDD proposaient un système d'indicateurs du bien-être mesurant le progrès de la société luxembourgeoise dans une optique de long terme.

Les travaux présentés dans le présent avis se basent essentiellement sur les indicateurs du TBCO, de la « *Macroeconomic Imbalances Procedure* » (ci-après « *MIP* ») et de l'avis commun « *PIBien-être* ». En outre, le CES a exploré d'autres sources référencées en annexe 1. Les critères retenus étant notamment, outre la pertinence des indicateurs pour mesurer et capter les différentes dimensions économiques, sociales et environnementales, la disponibilité annuelle des données ainsi que leur comparabilité au niveau européen.

La Commission de travail « *Indicateurs* » a démarré ses travaux le 18 mars 2014 et s'est réunie 9 fois. La Commission de rédaction, mise en place pour élaborer le présent avis, s'est réunie 12 fois. En outre, 2 auditions ont été organisées:

- audition sur les indicateurs de l'éducation et leur mesure avec M. Romain Martin, Professeur à l'Université du Luxembourg et responsable du *Luxembourg Center for Educational Testing* (LUCET) - 15 octobre 2014;
- audition sur les indicateurs environnementaux avec Mme Marguy Kohnen et M. Eric de Brabanter, représentants du Ministère du Développement durable et des Infrastructures (MDDI) - Département de l'Environnement - 18 juin 2015.

¹ <http://www.ces.public.lu/fr/avis/politique-generale/2013-pibienetre-ces-csdd.pdf>

1 L'OBSERVATOIRE DE LA COMPETITIVITE ET LA DISCUSSION STRUCTUREE EN MATIERE DE COMPETITIVITE

- Le débat sur la compétitivité est régulièrement relancé, notamment à l'occasion des publications des classements (« *benchmarks* ») élaborés par diverses organisations internationales sur base de multiples indicateurs, souvent regroupés en indicateurs synthétiques, et dont les plus connus proviennent du « *World Economic Forum* » (WEF), de l'« *Institute for Management Development* » (IMD), de la « *Heritage Foundation* », etc.

Ces classements sont médiatisés auprès du grand public et peuvent influencer les investisseurs dans leurs décisions de localisation d'activités économiques. Cependant, ces *benchmarks*, et notamment quelques indicateurs sous-jacents, ne tiennent pas suffisamment compte des spécificités du Luxembourg (cf. territoire très exigu avec un marché domestique des biens et services de taille restreinte et un marché du travail et une économie largement ouverts sur l'étranger et dominés par le secteur des services, notamment financiers) et ne procurent donc qu'une image imparfaite et partielle de la situation économique, sociale et financière du pays. Aussi le Comité de coordination tripartite avait reconnu en 2003 la nécessité de disposer d'un tableau national d'indicateurs afin de mieux pouvoir appréhender la compétitivité du pays tout en tenant compte des spécificités du pays.

- Suite aux discussions au sein du Comité de coordination tripartite en 2003, l'ODC a été mis en place au sein du Ministère de l'Economie en juillet de la même année. Le rôle de l'ODC est d'aider le Gouvernement et les partenaires sociaux à définir les orientations et le contenu de politiques favorables à et compatibles avec une compétitivité à long terme, source de croissance et de bien-être.

L'observatoire est en l'occurrence un outil de documentation, d'observation et d'analyse de l'évolution de la position compétitive du Grand-Duché: une cellule de veille chargée d'instruire les dossiers, de les surveiller et d'impulser l'accompagnement par les partenaires désignés.

- Pour offrir aux autorités publiques un instrument efficace permettant la mesure et l'évaluation des progrès accomplis en matière de compétitivité, tout en prenant en considération les spécificités du pays, l'ODC a élaboré en 2004, en collaboration avec le Professeur Lionel Fontagné et les partenaires sociaux, un tableau de bord de la compétitivité. Celui-ci est annuellement mis à jour depuis 2006 dans le cadre du « *Bilan Compétitivité* ».

Ce tableau de bord compte actuellement 77 indicateurs regroupés dans 10 catégories afin de donner une image représentative des trois dimensions du développement durable, à savoir les dimensions économique, sociale et environnementale, et repose sur la définition de la compétitivité retenue par le CES, à savoir « *la capacité d'une nation à améliorer durablement le niveau de vie de ses habitants et à leur procurer un haut niveau d'emploi et de cohésion sociale tout en préservant l'environnement* ».

L'ODC publie régulièrement une multitude d'études thématiques sur la compétitivité et ses déterminants: innovation dans les services, recherche & développement (R&D), productivité globale des facteurs (PGF), formation des salaires et indexation, etc. L'ODC est responsable pour la coordination des travaux et la rédaction du Programme national de réforme (PNR) du Luxembourg dans le cadre du Semestre européen et de la stratégie communautaire Europe 2020.

2 LES TRAVAUX DU CES: LA MESURE DU BIEN-ETRE ET DU PROGRES DE LA SOCIETE

- En date du 23 avril 2010, le CES a été saisi par le Premier Ministre, M. Jean-Claude Juncker, en vue d'élaborer, ensemble avec le CSDD, un système d'indicateurs mesurant le bien-être et le progrès de la société dans une optique de long terme et dépassant les indicateurs traditionnels tels que le PIB ou encore le PIB par tête.

C'est dans un contexte international plus vaste sur une nouvelle manière de mesurer le bien-être que le Gouvernement luxembourgeois a inscrit « *le PIB du bien-être* » (dénommé « *PIBien-être* » par le groupe conjoint CES-CSDD) au sein de son programme gouvernemental pour la période 2009-2014.

- Le choix des indicateurs de bien-être s'est fait dans une optique « *ménages* » en distinguant le bien-être actuel du bien-être futur et en tenant compte d'éventuelles particularités luxembourgeoises. Le CES s'est inspiré du rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi - référence internationale en la matière - et de la catégorisation et des listes d'indicateurs du rapport « *Comment va la vie ? Mesurer le bien-être* »² de l'OCDE en raison de leur pertinence, de leur disponibilité, de leur lisibilité, de leur comparabilité et de leur méthodologie reconnues au niveau international.
- Le 28 octobre 2013, l'Assemblée plénière du CES a adopté l'avis commun CES-CSDD³ qui comprend 63 indicateurs regroupés dans 11 catégories que sont le revenu et le patrimoine, l'emploi, le logement, la santé, l'équilibre vie professionnelle-vie privée, l'éducation et les compétences, les liens sociaux, la gouvernance et la citoyenneté, l'environnement, la sécurité physique et le bien-être subjectif.

Le CES y a par ailleurs jugé pertinent de ventiler⁴ certains indicateurs pour appréhender la diversité des situations qui peut se cacher derrière une simple moyenne arithmétique. Cette méthode a l'avantage supplémentaire de révéler des discriminations de tout genre d'une manière transversale à travers la totalité des domaines analysés.

Au-delà, le CES avait estimé qu'il fallait une révision du système d'indicateurs du Luxembourg afin d'éviter les doublons qui ajouteraient à la confusion. Le tableau PIBien-être devrait se refléter dans le nouveau système d'indicateurs.

² <http://www.oecd.org/fr/statistiques/commentvalavie.htm>

³ L'avis avait auparavant été adopté par le CSDD en date du 18 septembre 2013.

⁴ Ventilation par âge, nationalité, type de contrat de travail, statut socioprofessionnel, domaine d'activité, tranche de revenu, niveau d'études, sexe, situation familiale, zone d'habitation ou statut d'occupation d'un logement.

3 VERS UN SYSTEME INTEGRE D'INDICATEURS

- La coexistence d'une multitude de tableaux de bord, anciens et nouveaux (indicateurs Europe 2020, indicateurs MIP sur les déséquilibres macro-économiques au niveau communautaire, indicateurs PIBien-être, tableau de bord du développement durable, etc.) se recoupant à de nombreux niveaux, rend difficile toute comparaison et peut empêcher d'avoir une vue d'ensemble de la situation.

Par ailleurs, une révision du TBCO s'avérait nécessaire après 10 ans « *de bons et loyaux services* ». Au fil des années, plusieurs indicateurs dans le tableau de bord national ne sont simplement plus adaptés suite, par exemple, au progrès technologique de la société (comme le pourcentage des ménages ayant accès à l'Internet à domicile qui frôle les 100% dans beaucoup de pays). D'autres indicateurs ont été remplacés par de nouveaux indicateurs de meilleure qualité statistique (comme les indicateurs de la stratégie de Lisbonne, qui ont été remplacés au niveau communautaire par les indicateurs de la stratégie Europe 2020) ou n'ont plus été mis à jour par leurs auteurs respectifs. De plus, les indicateurs du tableau de bord européen de la procédure de suivi des déséquilibres macroéconomiques font encore presque totalement défaut dans la version actuelle du TBCO.

Aussi dans le Bilan Compétitivité 2013, le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, M. Etienne Schneider, a exprimé le souhait de mettre en place un nouveau système d'indicateurs:

« Afin d'assurer un meilleur suivi opérationnel et intégré de cette compétitivité, je propose de mettre en place un nouveau système d'indicateurs au niveau national basé sur le tableau de bord d'indicateurs de suivi des déséquilibres macroéconomiques de l'Union européenne, dénommé « MIP ». Ce nouveau système devrait nous permettre de mieux détecter une dégradation significative interne et externe de notre compétitivité. Mais je souhaite aussi que ce nouveau système d'indicateurs soit encore enrichi à travers les discussions actuellement menées au Conseil économique et social et au Conseil supérieur pour un développement durable dans une optique de long terme dans le cadre du projet PIBien-être et que par la suite, après avis du Comité de coordination tripartite, ce nouveau système soit ancré dans une nouvelle « Loi sur la compétitivité ». Cette loi permettrait de remplacer la batterie d'indicateurs surannés renseignés dans le règlement grand-ducal du 4 avril 1985 pris en application de la loi modifiée du 24 décembre 1977, c'est-à-dire la loi instaurant le Comité de coordination tripartite. »

- Lors d'une matinée-débat le 16 janvier 2014, dédiée à la présentation et à la discussion du Bilan 2013, il a été conclu de réviser, ensemble avec les partenaires sociaux, le tableau de bord national en relevant qu'une rationalisation s'imposait sur trois types d'indicateurs: compétitivité, PIBien-être et développement durable.

Par la suite, le CES a abordé cette problématique lors de son assemblée plénière du 22 janvier 2014 et a décidé de s'autosaisir à ce sujet. Le CES a ensuite mis en place une Commission de travail « *Indicateurs* » qui a fait un premier tour de table sur les indicateurs économiques, sociaux et environnementaux à retenir dans le nouveau système d'indicateurs, en date du 18 mars 2014.

31 Méthode de travail et critères retenus

- Au début de ses travaux, le CES a décidé de procéder de manière pragmatique et de s'accorder sur les objectifs et la finalité des indicateurs. Il fallait cerner l'objectif recherché sur la base de l'expérience des 10 dernières années de l'ODC, en mettant en place un système d'indicateurs cohérent et en ligne avec la définition de compétitivité retenue par le CES (voir p. 2), c'est-à-dire couvrant aussi bien les aspects économiques, sociaux et environnementaux.

L'architecture du nouveau système d'indicateurs proposé par le CES ambitionne un certain équilibre quantitatif des aspects précédemment définis et permet d'établir deux lectures complémentaires:

- i. une lecture aspect par aspect pour permettre au lecteur de réaliser un diagnostic des forces et faiblesses du pays au niveau économique, social et environnemental;
 - ii. une lecture globale dans laquelle les aspects économique, social et environnemental peuvent être conçus comme un ensemble d'éléments indissociables dont les interactions ne doivent pas être négligées.
- Le CES a décidé de travailler dans la continuité des travaux de l'ODC et de ceux concernant le PIB Bien-être et de faire tout d'abord une mise à plat et une analyse de l'existant avec l'appui du Statec et de l'ODC.

La Commission de rédaction a été chargée de dresser un inventaire de tous les indicateurs qui ont été élaborés par les différents acteurs et à des fins spécifiques au Luxembourg et d'y ajouter les (nouveaux) indicateurs européens (Europe 2020, indicateurs auxiliaires de la MIP, etc.).

Une première étape consistait à considérer quels indicateurs étaient toujours pertinents et lesquels ne l'étaient plus et d'enlever en parallèle tous les doublons. Les indicateurs non pertinents ou non disponibles ayant figuré dans les premières moutures du TBCO ont été abandonnés. Une fois ce premier élagage fait, la Commission de rédaction a décidé d'opérer son choix des indicateurs selon différents critères, et il fallait notamment:

- garantir la comparabilité spatiale et temporelle des indicateurs à l'échelle de l'UE;
 - veiller à ce que la pertinence, la qualité statistique et la périodicité de publication des indicateurs soient suffisantes afin de pouvoir enrichir les débats politiques et sociaux futurs;
 - prendre en compte les indicateurs d'Europe 2020 et ceux de la MIP;
 - éliminer les indicateurs obsolètes et inopérables et les doubles emplois.
- Certains indicateurs du TBCO relatifs à l'éducation et à l'entrepreneuriat notamment, présentaient des problèmes et ne satisfaisaient pas aux critères énoncés ci-dessus.
 - En ce qui concerne l'éducation, le CES voudrait relever que différents indicateurs ont jusqu'ici été utilisés par l'ODC, mais que ces indicateurs manquaient de pertinence étant donné qu'ils se limitaient à mesurer notamment le coût de l'éducation (input), au lieu de renseigner sur la qualité et les performances du système éducatif (output,

outcome et impact). Des travaux sont actuellement en cours dans ce domaine⁵, ainsi qu'au niveau du suivi du cursus scolaire des élèves⁶. Le CES se félicite de ces travaux qui seront utiles notamment pour détecter les « pertes » ou les faiblesses du système éducatif et propose d'intégrer, à un stade ultérieur, les grandes conclusions en découlant dans le système d'indicateurs.

A noter que l'éducation peut être considérée comme une thématique transversale et ne doit pas se cantonner aux aspects économiques et de compétitivité. Des indicateurs y relatifs se retrouvent donc également dans l'aspect « *Social* ».

- En ce qui concerne l'entrepreneuriat (indicateurs meta et secondaires), le CES est parti du cadre d'analyse du tableau de bord de l'innovation « *Innovation Union Scoreboard (IUS)* » européen, qui est publié chaque année pour les 28 Etats membres. La catégorie relative à l'entrepreneuriat est inspirée des indicateurs du « *Small Business Act Factsheet* »⁷ européen et des indicateurs de l'OCDE (cf. « *Entrepreneurship at a Glance 2014* »), et complétée par des indicateurs du rapport « *Global Entrepreneurship Monitor (GEM)* »⁸. L'aspect économique reprend par ailleurs des indicateurs issus du « *Global Competitiveness Report* » du « *World Economic Forum (WEF)* ».

32 Structuration du nouveau système d'indicateurs

- Dans le but d'établir une structuration claire des indicateurs et d'assurer un certain équilibre entre les différents aspects du développement durable dans le nouveau système d'indicateurs, le CES a décidé de produire un tableau de base unique comprenant des aspects économiques, sociaux et environnementaux.

Le CES a veillé à garder un certain équilibre entre ces domaines, le tout devant être considéré comme un ensemble d'indicateurs couvrant aussi bien les dimensions de compétitivité, de bien-être et de durabilité, tout en évitant toutefois qu'un aspect donné ne soit assorti d'indicateurs non pertinents.

- D'autre part, le CES a décidé de désigner pour chaque aspect un nombre restreint d'indicateurs « *meta* », considérés comme les plus importants dans les domaines respectifs. Ceux-ci doivent assurer la comparabilité du Luxembourg au niveau européen. Par opposition, les autres indicateurs, portant notamment sur des spécificités luxembourgeoises, sont considérés comme secondaires, mais néanmoins utiles pour fournir une information plus détaillée en cas de besoin⁹. Une liste indicative et non exhaustive d'indicateurs secondaires pertinents a donc également été retenue. Toutefois, ces indicateurs secondaires sont donnés à titre indicatif et ne sont pas considérés comme faisant partie intégrante du nouveau système d'indicateurs.

⁵ L'OCDE publie des indicateurs dans ce domaine et il existe un projet intitulé « *Education indicators project* » (voir « *Education at a glance* ») auquel le Luxembourg participe également.

<http://www.oecd.org/education/eag.htm>

⁶ Avec une base de données agrégée nationale longitudinale avec un code par élève. Le statut social des élèves est relevé ainsi que le background des élèves en langues et la nationalité, ce qui est intéressant pour détecter des différences et faire un suivi à ce niveau, par exemple entre groupes linguistiques. Cette base de données pourrait aller au-delà de la vie étudiante de la population, ce qui serait utile pour faire le lien avec le monde du travail.

⁷ http://ec.europa.eu/growth/smes/business-friendly-environment/performance-review/index_en.htm

⁸ <http://www.statistiques.public.lu/fr/publications/thematique/entreprises/LuxGEM/index.html>

⁹ De même, le CES estime utile de ventiler différents indicateurs à l'instar de ce qui a été fait pour l'avis PIBien-être, dans le but de fournir une information aussi complète que possible.

- Pour les aspects sociaux, le CES a en outre décidé de ne pas rouvrir le débat par rapport aux indicateurs PIBien-être, mais uniquement d'étoffer et/ou de peaufiner les statistiques en rapport avec l'éducation et l'entrepreneuriat ou encore la R&D, tel que retenu dans l'avis PIBien-être. Au vu de leur importance dans le cadre de la gouvernance macroéconomique, thématique et budgétaire à l'échelle européenne, la plupart des indicateurs « *Europe 2020* » et « *MIP* » ont été retenus parmi les indicateurs « *meta* » dans le nouveau système d'indicateurs.

Les trois aspects qui structurent le nouveau système d'indicateurs, dont le détail est exposé en annexe 1, sont l'aspect « *Economie* », l'aspect « *Social* » et l'aspect « *Environnement* ».

321 L'aspect « *Economie* »

Pour ce qui est de l'aspect économique, le CES a décidé de le diviser en trois sous-parties afin de mieux appréhender les différents facteurs économiques influençant la compétitivité, à savoir:

- « *Stabilité et Attractivité* »: cette sous-partie reflète le climat économique régnant dans le pays et apprécie le cadre réglementaire auquel les entreprises sont exposées. A côté du fonctionnement du marché du travail et du marché financier, les indicateurs portent notamment sur les performances macroéconomiques et sont issus en majorité du tableau « *MIP* ».
- « *Compétitivité-coût* »: cette sous-partie reflète notamment la capacité du pays à produire des biens et des services de même qualité que ceux produits à l'étranger à des prix concurrentiels. Différents éléments des coûts de production sont pris en compte (coûts salariaux unitaires, coût de l'énergie, productivité globale des facteurs de production, impôts, etc.).
- « *Compétitivité hors-coût* »: cette sous-partie comprend trois catégories d'indicateurs, à savoir ceux de l'économie de la connaissance, ceux de l'entrepreneuriat et ceux de l'éducation et de la formation. Elle indique la capacité du pays à produire des biens et services supérieurs par leur qualité, le caractère innovateur, la technologie ou les compétences nécessaires.

322 L'aspect « *Social* »

Cet aspect a pour fin notamment d'apprécier le niveau et la qualité de vie, le bien-être et la cohésion sociale du pays. La plupart de ces aspects sont par ailleurs couverts par les indicateurs du « *PIBien-être* » et les travaux menés par la Commission de travail « *PIBien-être* » du CES ont donc logiquement servi de base de travail pour sa composition.

Ainsi, le CES a décidé de retenir plusieurs dimensions qui permettent de rendre compte de l'état et des évolutions de l'aspect social de la compétitivité de l'économie luxembourgeoise:

- Marché du travail
- Education
- Revenus
- Patrimoine et endettement
- Inégalités et pauvreté
- Cadre de vie et logement
- Santé

S'y ajoutent encore, à titre indicatif, des indicateurs secondaires mesurant les liens sociaux et la citoyenneté pour compléter l'ensemble.

323 L'aspect « *Environnement* »

Un développement économique qui se fait aux dépens de l'environnement est non seulement insoutenable sur la longue durée mais prive également les citoyens d'une autre forme de richesse qu'est le patrimoine naturel. La préservation de l'environnement naturel apparaît donc comme une question cruciale et l'aspect « *Environnement* » fait donc partie intégrante du nouveau système d'indicateurs.

Afin de pouvoir sélectionner en connaissance de cause les indicateurs pertinents en matière d'environnement, la Commission de rédaction s'est concertée avec des experts du Ministère du Développement durable et des Infrastructures ayant les compétences requises dans ce domaine. En effet, les domaines susceptibles d'être mesurés sont nombreux et les méthodologies utilisées très diverses et variables, de sorte que le choix des indicateurs en matière environnementale n'était pas évident.

Finalement, l'aspect « *Environnement* » couvre les domaines suivants:

- Efficience énergétique & matières premières
- Energies renouvelables
- Emissions nocives
- Traitement de déchets
- Nature et écosystème
- Biodiversité
- Transition vers une économie verte.

4 AU-DELA DES INDICATEURS

- Le nouveau système d'indicateurs est destiné à constituer l'outil de travail de référence dans les différentes enceintes du dialogue social et devrait permettre d'enrichir les débats politiques.

Par ailleurs, il devrait aider à mettre en lumière les domaines où les performances du Luxembourg sont insuffisantes. Le diagnostic général établi par le nouveau système d'indicateurs pourrait alors être suivi d'une feuille de route d'actions avec des objectifs précis, quantifiables et mesurables, et élaborée en concertation avec l'ensemble des partenaires sociaux.

- Sous l'égide du CES, la première réunion « *Dialogue social annuel sur le Semestre européen* » du 26 janvier 2015, a inauguré le cycle annuel de concertation régulière entre le Gouvernement et les partenaires sociaux représentatifs sur le plan national portant sur le Semestre européen. Le système d'indicateurs proposé dans cet avis devrait alimenter utilement les discussions entre le Gouvernement et les partenaires sociaux.

Le cadre réglementaire communautaire (Semestre européen, traité sur la stabilité, la coordination et gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire, pacte de stabilité et de croissance, programmes nationaux de réforme, prévention et correction des déséquilibres macroéconomiques, etc.) prévoit une foison d'indicateurs nouveaux harmonisés.

Le nouveau système d'indicateurs proposé par le CES (cf. annexe 1 comprenant la liste des indicateurs meta et secondaires) pourra et devra être mis à jour régulièrement et adapté à la situation macroéconomique nationale et européenne au moment voulu. S'il va de soi que les critères et seuils issus de la « *MIP* » doivent être respectés par le Luxembourg, pour les autres indicateurs retenus, les risques de dérapage, ainsi que les solutions potentielles, sont à évaluer par le Gouvernement, en concertation avec les partenaires sociaux. Ce débat pourrait avoir lieu au niveau du CES.

- Un tel système d'indicateurs pourrait remplacer les critères du règlement grand-ducal du 5 avril 1985 et de sa base légale (voir annexe 2). En effet, le règlement grand-ducal ne tient pas suffisamment compte des dimensions sociales et environnementales, largement absentes des discussions de l'époque.
- Au stade actuel, le nouveau système d'indicateurs n'est pas encore opérable. Un test de robustesse statistique, notamment en ce qui concerne la disponibilité des données et leur fiabilité, doit être effectué pour tous les indicateurs, ce qui n'a pas encore été fait au moment de la rédaction de cet avis. Le CES estime qu'un tel test est indispensable avant de pouvoir arrêter la liste des indicateurs de ce nouveau système qui, par ailleurs, ne constituera donc pas une liste figée, mais pourra évoluer au fil du temps en cas de besoin. En attendant les résultats du test de robustesse, la liste d'indicateurs présentée en annexe 1 est donc à considérer comme étant indicative.

- Les aspects « *Economie* », « *Social* » et « *Environnement* » du système d'indicateurs méritent à la fois d'être considérés à titre individuel et d'alimenter un système d'indicateurs global. Le CES est conscient que, dès lors, différentes lectures du tableau sont possibles. En effet, le lecteur a la possibilité de considérer la liste d'indicateurs dans son ensemble et d'adopter une vue holistique ou alors d'opter pour une vue partielle en ne considérant qu'un aspect précis sur lequel il a envie de cibler son analyse.
- Afin de faciliter une analyse plus ciblée des divers aspects composant le système d'indicateurs, et aussi dans un souci de pouvoir évaluer leur évolution dans le temps, le **Groupe patronal** préconise de calculer *a minima* une note synthétique pour chaque aspect. Ceci facilitera la prise en compte par les lecteurs d'un domaine qui les intéresse en particulier et d'en tirer des conclusions. A défaut, la lisibilité d'ensemble souffrirait considérablement. Abstraction faite des indicateurs secondaires, il semble en effet malaisé de commenter individuellement 71 indicateurs meta (qui plus est, sont de nature très différente). Ceci mettrait en péril la nature et la raison d'être même d'une logique de système d'indicateurs et ne permettrait pas de distiller de grands messages ou de prioriser les champs d'action du dialogue social et de l'action politique en faveur des salariés et des entreprises.
- Le **Groupe salarial** estime au contraire que l'hétérogénéité des indicateurs retenus – que ce soit au sein de chacun des trois aspects, ou, *a fortiori*, entre les trois aspects – fait en sorte qu'un agrégat unique (indicateur composite ou synthétique) ne permet pas de juger de la situation du Luxembourg et pourrait même masquer des évolutions délétères. Ainsi, les indicateurs relatifs au coût salarial unitaire nominal et réel peuvent, par exemple, être interprétés selon des approches économique (coûts de production) ou sociale (répartition de la richesse créée par le processus de production), tandis que l'indicateur concernant la qualité de l'éducation peut être analysé à l'aune tant de son impact social (possibilité de trouver un meilleur emploi et donc un niveau de vie plus élevé) que de ses effets économiques (possibilité pour les entreprises de recruter du personnel plus qualifié). Enfin, une bonne partie des indicateurs ayant trait à l'environnement, telle que notamment la productivité des ressources, peuvent également avoir un impact économique considérable (plus grande efficacité productive par exemple).

Dès lors, afin de pouvoir juger des priorités d'action politique, une lecture individuelle de l'ensemble des indicateurs est indispensable et le consensus atteint dans le cadre des travaux concernant l'avis « *PIBien-être* » reste valable. En effet, le CES y conclut que:

« un tel indicateur composite passe nécessairement par une procédure d'agrégation et devrait reposer sur des hypothèses sur la pondération des différents indicateurs élémentaires. Or, une telle démarche contient des éléments discrétionnaires et, par conséquent, ne peut s'appuyer sur aucune base scientifique. »

- Aussi le système d'indicateurs comprend une série d'indicateurs issus de la stratégie « *Europe 2020* » et de la procédure « *MIP* » et il a été retenu que l'ODC tiendra compte d'éventuelles adaptations de ces indicateurs, comme par exemple lors d'une éventuelle révision à mi-parcours de la stratégie « *Europe 2020* », et les intégrera dans le nouveau système d'indicateurs.

De même, l'ONU a adopté 17 objectifs de développement durable en septembre 2015 et la commission de statistique de l'ONU a prévu de présenter en 2016 de nouveaux indicateurs pour mesurer les progrès achevés. Ces indicateurs pourraient également être une source d'inspiration supplémentaire pour le nouveau système d'indicateurs.

- Le CES a décidé de finaliser la partie rédactionnelle de l'avis avant de disposer des résultats du test de robustesse, tout en proposant au Gouvernement de donner mandat au Ministère de l'Economie (ODC) d'effectuer ce test qui, par la suite, devra être présenté à, discuté et validé par la Commission de travail « *Indicateurs* » du CES, laquelle accompagnera la mise en œuvre par l'ODC du nouveau système d'indicateurs. Cette Commission de travail pourra se réunir soit de manière régulière, soit uniquement en cas de nécessité. La Commission de travail pourra proposer des changements ou des adaptations en cas de besoin. A cette fin, la liste d'indicateurs provisoire est reproduite en annexe 1 au présent avis et pourra être mise à jour ultérieurement.

* * *

Résultat du vote:

Le présent avis a été arrêté à l'unanimité des voix des membres présents.

Daniel Becker

Pascale Toussing

Secrétaire Général

Présidente

Luxembourg, le 8 juillet 2016

ANNEXE 1: LISTE DES INDICATEURS META ET SECONDAIRES

A. PRESENTATION PROPOSEE PAR LE GROUPE PATRONAL

N.B.: le tableau ci-dessous, proposé par le Groupe patronal, comprend les mêmes indicateurs que ceux repris dans le tableau B, proposé par le Groupe salarial.

Indicateurs meta

N°	Nom	Sous-aspect	Origine	Données
Aspect « Economie »				
A1	Dettes publiques (% PIB)	Stabilité et attractivité	MIP	Eurostat
A2	Solde public (nominal et structurel)	Stabilité et attractivité	TBCO	Eurostat
A3	Solde de la balance courante (% PIB, moyenne sur 3 ans)	Stabilité et attractivité	MIP	Eurostat
A4	Part de marché des exportations mondiales (variation % sur 5 ans)	Stabilité et attractivité	MIP	Eurostat
A5	Positions extérieures nettes (% PIB)	Stabilité et attractivité	MIP	Eurostat
A6	Taux de change effectif réel (42 partenaires commerciaux, variation % 3 ans)	Stabilité et attractivité	MIP	Eurostat
A7	Taux de croissance du PIB réel (moyenne sur 3 ans)	Stabilité et attractivité	TBCO	Eurostat
A8	Taux d'inflation	Stabilité et attractivité	TBCO	Eurostat
A9	Temps nécessaire pour démarrer une entreprise (en jours)	Stabilité et attractivité		Banque mondiale
A10	Rendements des obligations d'Etat à long terme	Stabilité et attractivité		Eurostat
A11	Capital réglementaire pour les actifs à risque pondéré	Stabilité et attractivité		IMF Financial Soundness Indicators
A12	Taux d'emploi des personnes de 20 à 64 ans	Stabilité et attractivité	EU2020	Eurostat
A13	Taux de chômage	Stabilité et attractivité	TBCO	Eurostat
A14	Taux moyen de variation annuelle de la productivité globale des facteurs dans l'ensemble de l'économie	Compétitivité-coût	TBCO	AMECO
A15	Productivité réelle du travail par heures travaillées (taux de croissance moyen sur 3 ans)	Compétitivité-coût	TBCO	Eurostat
A16	CSU nominal (variation % sur 3 ans)	Compétitivité-coût	TBCO	Eurostat
A17	Impôts sur les sociétés	Compétitivité-coût	TBCO	KPMG
A18	Rentabilité des sociétés	Compétitivité-coût		Eurostat
A19	PIB/heures travaillées (US=100%)	Compétitivité-coût		Groningen Growth and Development Centre and the Conference Board
A20	Dépense intérieure brute de R&D	Compétitivité hors coût	EU2020	Eurostat
A21	Part d'emplois de moyenne et haute technologie	Compétitivité hors coût	TBCO	Eurostat
A22	Pourcentage des intentions entrepreneuriales	Compétitivité hors coût	TBCO	Global Entrepreneurship Monitor
A23	Qualité du système éducatif	Compétitivité hors coût		World Economic Forum
A24	Apprentissage tout au long de la vie en % de la population de 25 à 64 ans	Compétitivité hors coût	TBCO	Eurostat
Aspect « Social »				
B1	Taux de chômage de longue durée	Marché du travail	TBCO	Eurostat
B2	Taux de risque de pauvreté des travailleurs	Marché du travail		Eurostat
B3	Proportion de salariés ayant des contrats temporaires	Marché du travail		Eurostat
B4	Jeunes sans emploi et ne participant ni à l'éducation ni à la formation (NEET)	Marché du travail	MIP	Eurostat
B5	Emploi à temps partiel involontaire	Marché du travail		Eurostat
B6	Salariés ayant de longues heures involontaires	Marché du travail		OECD Better Life Index
B7	Variation de l'emploi en %	Marché du travail	MIP	Eurostat

B8	Personnes ayant quitté prématurément l'éducation et la formation	Education	EU2020	Eurostat
B9	Niveau de scolarité supérieure dans la tranche d'âge des 30-34 ans	Education	EU2020	Eurostat
B10	Taux de redoublement	Education		OCDE
B11	Evolution du revenu médian avant transferts sociaux (pensions exclues des transferts sociaux)	Revenus		Eurostat
B12	Ecart de salaires hommes-femmes	Revenus	TBCO	Eurostat
B13	Evolution des salaires dans l'économie (CSU réel; variation % sur 3 ans)	Revenus		Eurostat
B14	Dette des ménages (consolidé)	Patrimoine et endettement		Eurostat
B15	Patrimoine total des ménages	Patrimoine et endettement		Eurostat
B16	Taux de risque de pauvreté	Inégalités et pauvreté	EU2020	Eurostat
B17	Taux de privation matérielle grave	Inégalités et pauvreté	MIP	Eurostat
B18	Indice de Gini des inégalités de revenu	Inégalités et pauvreté	MIP	Eurostat
B19	Disparités de revenu disponibles (rapport interdécile D9/D1)	Inégalités et pauvreté		Eurostat
B20	Personnes vivant dans des logements surpeuplés (en % de la population totale)	Cadre de vie et logement		Eurostat
B21	Charge des coûts du logement au-delà de 25% du revenu disponible du ménage (propriétaires et locataires)	Cadre de vie et logement		Eurostat
B22	Satisfaction élevée quant au temps de trajet domicile/travail	Cadre de vie et logement		Eurostat
B23	Délinquance, violence ou vandalisme aux alentours	Cadre de vie et logement		Eurostat
B24	Espérance de vie à la naissance	Santé	TBCO	Eurostat
Aspect « Environnement »				
C1	Intensité énergétique (consommation d'énergie par unité de PIB)	Efficiences énergétique & matières premières	TBCO	Eurostat
C2	Consommation finale d'énergie des ménages par combustibles	Efficiences énergétique & matières premières		Eurostat
C3	Productivité de l'énergie	Efficiences énergétique & matières premières		Eurostat
C4	Productivité des ressources	Efficiences énergétique & matières premières		Eurostat
C5	Productivité matière non-énergétique	Efficiences énergétique & matières premières		OCDE
C6	Prélèvements bruts en eau douce par habitant	Efficiences énergétique & matières premières		OCDE
C7	Comptes de flux de matières (Raw material consumption - RMC)	Efficiences énergétique & matières premières		Eurostat
C8	Part des énergies renouvelables	Energies renouvelables	TBCO	Eurostat
C9	Intensité des émissions de gaz à effet de serre (émissions GES par PIB)	Emissions nocives		Eurostat
C10	Production de déchets par tête	Traitement de déchets	TBCO	Eurostat
C11	Taux de recyclage des déchets municipaux - %	Traitement de déchets		Eurostat
C12	Taux de recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques - %	Traitement de déchets		Eurostat
C13	Urban population exposure to air pollution / émissions-concentration Nox	Nature et écosystème		Eurostat
C14	Air: qualité et satisfaction à l'égard de la qualité	Nature et écosystème		PIBien-être
C15	Eau: qualité et satisfaction à l'égard de la qualité	Nature et écosystème		PIBien-être
C16	Zones bâties	Nature et écosystème		Eurostat
C17	Logements dans "Wohnvorranggemeinden"	Nature et écosystème		PIBien-être
C18	Dépenses totales de protection environnementale	Biodiversité		PIBien-être
C19	Indicateur sur l'état de l'habitat et oiseaux	Biodiversité		A définir
C20	Ecoinnovation index	Transition vers une économie verte		Eurostat
C21	Economie circulaire	Transition vers une économie verte		A définir
C22	Production des activités vertes	Transition vers une économie verte		A définir
C23	Nombre d'emplois verts	Transition vers une économie verte		A définir

Indicateurs secondaires (à titre indicatif)

N°	Nom	Sous-aspect	Origine	Données
Aspect « Economie »				
D1	Dette extérieure nette (% PIB)	Stabilité et attractivité	MIP	Eurostat
D2	Termes de l'échange par article (variation % sur 5 ans)	Stabilité et attractivité	MIP	Eurostat
D3	Taux de change effectif réel pour la zone euro (variation % sur 3 ans)	Stabilité et attractivité	MIP	Eurostat
D4	Investissements directs dans l'économie déclarante (stocks)	Stabilité et attractivité	MIP	Eurostat
D5	Investissements directs dans l'économie déclarante (flux)	Stabilité et attractivité	MIP	Eurostat
D6	Balance commerciale nette des produits énergétiques (% PIB)	Stabilité et attractivité	MIP	Eurostat
D7	Part de marché des exportations OCDE	Stabilité et attractivité	MIP	Eurostat
D8	Parts de marché à l'exportation - variation % sur 5 ans	Stabilité et attractivité	MIP	Eurostat
D9	Taux de croissance des passifs de l'ensemble du secteur financier (variation % sur 3 ans)	Stabilité et attractivité	MIP	Eurostat
D10	Rendements obligataires à dix ans	Stabilité et attractivité		Eurostat
D11	Nombre des jours pour avoir un permis à construire	Stabilité et attractivité		Eurostat
D12	Indice de la qualité de la réglementation	Stabilité et attractivité	TBCO	Banque mondiale
D13	Indice de l'efficacité de l'administration	Stabilité et attractivité	TBCO	Banque mondiale
D14	Flexibility of wage determination	Stabilité et attractivité		World Economic Forum
D15	Hiring and firing practice	Stabilité et attractivité		World Economic Forum
D16	Prix de l'électricité - utilisateurs industriels (euro/Kwh)	Compétitivité-coût	TBCO	Eurostat
D17	Prix du gaz - utilisateurs industriels	Compétitivité-coût	TBCO	Eurostat
D18	Tarification d'accès internet à large bande (USD/MB)	Compétitivité-coût	TBCO	OCDE
D19	Venture capital investment (% PIB)	Compétitivité-coût		Innovation Union Scoreboard
D20	R&D expenditure in the business sector (% PIB)	Compétitivité-coût		Innovation Union Scoreboard
D21	Non-R&D innovation expenditure as % of turnover	Compétitivité hors coût		Innovation Union Scoreboard
D22	SMEs innovating inhouse as % SMEs	Compétitivité hors coût		Innovation Union Scoreboard
D23	Innovative SMEs collaborating with others as % SMEs	Compétitivité hors coût		Innovation Union Scoreboard
D24	Public-private co-publications per million population	Compétitivité hors coût		Innovation Union Scoreboard
D25	Patents applications per billion GDP	Compétitivité hors coût		Innovation Union Scoreboard
D26	Patents applications in health and environment per billion GDP	Compétitivité hors coût		United States Patent and Trademark Office (USPTO)
D27	Nombre de brevets délivrés par million d'habitants	Compétitivité hors coût	TBCO	Eurostat
D28	Nombre de brevets déposés par million d'habitants	Compétitivité hors coût	TBCO	Innovation Union Scoreboard
D29	SMEs introducing product or process innovation as % of SMEs	Compétitivité hors coût		Innovation Union Scoreboard
D30	SMEs introducing marketing or organisational innovation as % of SMEs	Compétitivité hors coût		Innovation Union Scoreboard
D31	Employment in fast-growing firms of innovative sectors	Compétitivité hors coût		Global Entrepreneurship Monitor
D32	Financing for entrepreneurs the availability of financial resources - equity and debt - for small and medium enterprises (SMEs) (including grants and subsidies)	Compétitivité hors coût		Global Entrepreneurship Monitor

D33	Taxes and bureaucracy The extent to which public policies support entrepreneurship - taxes or regulations are either size-neutral or encourage new and SMEs	Compétitivité hors coût		Global Entrepreneurship Monitor
D34	Basic-school Entrepreneurial education and training The extent to which training in creating or managing SMEs is incorporated within the education and training system at primary and secondary levels	Compétitivité hors coût		Global Entrepreneurship Monitor
D35	Post-school entrepreneurial education and training The extent to which training in creating or managing SMEs is incorporated within the education and training system in higher education such as vocational, college, business schools, etc.	Compétitivité hors coût		Global Entrepreneurship Monitor
D36	Perceived capabilities for entrepreneurship (skills, knowledge and experience)	Compétitivité hors coût		Global Entrepreneurship Monitor
D37	Entrepreneurship as a career choice	Compétitivité hors coût		Global Entrepreneurship Monitor
D38	Cultural and social norms The extent to which social and cultural norms encourage or allow actions leading to new business methods or activities that can potentially increase personal wealth and income	Compétitivité hors coût		Global Entrepreneurship Monitor
D39	PISA math and sciences scores	Compétitivité hors coût		OCDE
D40	New doctorate graduates per 1000 population aged 25-54	Compétitivité hors coût		Innovation Union Scoreboard
D41	International scientific co-publications per million population	Compétitivité hors coût		Innovation Union Scoreboard
D42	Scientific publications among the top 10% most cited worldwide as % of total scientific publication of country	Compétitivité hors coût		Innovation Union Scoreboard
D43	Non-EU doctorate students as a % of all doctorate students	Compétitivité hors coût		Innovation Union Scoreboard
Aspect « Social »				
E1	Proportion de personnes ayant de bas salaires	Marché du travail		Eurostat
E2	Taux d'activité	Marché du travail	MIP	Eurostat
E3	Quality of Work-Index	Marché du travail		Quality of Work (CSL)
E4	Personnes vivant dans des ménages à très faible intensité de travail	Marché du travail		Eurostat
E5	Accidents du travail	Marché du travail	TBCO	Eurostat
E6	Sentiment d'insécurité de l'emploi	Marché du travail		OECD Better Life Index
E7	Travailleurs se déclarant satisfaits de la répartition de leur temps entre travail et vie privée	Marché du travail		OECD Better Life Index
E8	Niveau d'études atteint	Education		Eurostat
E9	Compétences en lecture des élèves de 15 ans	Education		OCDE
E10	Connaissance et utilisation du luxembourgeois, du français, de l'allemand et/ou de l'anglais	Education		A définir
E11	Compétences civiques des élèves	Liens sociaux et citoyenneté		Eurostat
E12	Soutien du réseau social	Liens sociaux et citoyenneté		Eurostat - Quality of Life
E13	Participation à des associations sociales, culturelles et sportives	Liens sociaux et citoyenneté		Eurostat - Quality of Life
E14	Temps consacré au bénévolat	Liens sociaux et citoyenneté		Eurostat - Quality of Life
E15	Fréquence des contacts sociaux	Liens sociaux et citoyenneté		Eurostat - Quality of Life
E16	Nombre de votants en pourcentage de la population en âge de voter	Liens sociaux et citoyenneté		PIBien-être
E17	Existence de procédures formelles de consultation lors du processus d'élaboration des lois et des règlements	Liens sociaux et citoyenneté		PIBien-être

E18	Participation à des associations politiques et civiques	Liens sociaux et citoyenneté		PI	Bien-être	
E19	Confiance dans les institutions	Liens sociaux et citoyenneté		PI	Bien-être	
E20	Imposition des personnes physiques	Revenus		A	définir	
E21	Taux annuels de croissance réelle des différentes mesures du revenu des ménages	Revenus		A	définir	
E22	Consommation totale des ménages incluant les services non-marchands	Revenus		A	définir	
E23	Population dans l'incapacité de joindre les deux bouts	Revenus			Eurostat	
E24	Pièces par personne	Cadre de vie et logement			Eurostat	
E25	Nombre de logements achevés par an	Cadre de vie et logement			PI	Bien-être
E26	Logements sociaux	Cadre de vie et logement			PI	Bien-être
E27	Temps consacré aux loisirs et aux occupations personnelles	Cadre de vie et logement			Eurostat	
E28	Importance relative des taux de congé parental	Cadre de vie et logement			A	définir
E29	Sentiments de discrimination	Cadre de vie et logement			A	définir
E30	Sentiments de sécurité	Cadre de vie et logement			PI	Bien-être
E31	Satisfaction à l'égard de l'existence	Cadre de vie et logement			Eurostat	
E32	Mesure de prévalence et de l'intensité des troubles de la santé mentale	Santé			Eurostat	
E33	Taux de suicide	Santé			Statec	
E34	Répartition des décès selon leurs causes	Santé			Eurostat	
E35	Consommation de psychotropes	Santé			A	définir
E36	Adultes déclarant être en bonne ou très bonne santé	Santé			Eurostat	
E37	Adultes déclarant souffrir d'une maladie ou d'un problème de santé de longue durée	Santé			Eurostat	
E38	Adultes déclarant être limités dans l'exercice de leurs activités habituelles à cause d'un problème de santé	Santé			Eurostat	
Aspect « Environnement »						
F1	Consommation d'énergie primaire	Efficiences énergétique & matières premières	EU2020		Eurostat	
F2	Consommation finale énergie - mécanisme d'obligation	Efficiences énergétique & matières premières	EU2020		Eurostat	
F3a	Part des énergies renouvelables-photovoltaïque	Energies renouvelables			Eurostat	
F3b	Part des énergies renouvelables-hydroélectrique	Energies renouvelables			Eurostat	
F3c	Part des énergies renouvelables-éolienne	Energies renouvelables			Eurostat	
F3d	Part des énergies renouvelables-cogénération	Energies renouvelables			Eurostat	
F3e	Part des énergies renouvelables-thermique	Energies renouvelables			Eurostat	
F4	Niveau de subsides accordés	Energies renouvelables			Eurostat	
F5a	Emissions de gaz à effet de serre par tête-ETS	Emissions nocives			Eurostat	
F5b	Emissions de gaz à effet de serre par tête-Hors-ETS	Emissions nocives			Eurostat	
F5c	Emissions de gaz à effet de serre par tête-dont transport	Emissions nocives			Eurostat	
F5d	Emissions de gaz à effet de serre par tête-bâtiments	Emissions nocives			Eurostat	
F6	Urban population exposure to air pollution (émissions et concentration Nox)	Emissions nocives			Eurostat	
F7	NH3	Emissions nocives			Eurostat	
F8	Emissions NMVOC	Emissions nocives			Eurostat	
F9	Charge de morbidité environnementale	Emissions nocives			Eurostat	
F10	Bruit	Emissions nocives			Eurostat	
F11	Production par type de déchets (dangereux, chimiques, inertes, etc.)	Traitement de déchets			Eurostat	
F12	Recycling rate of plastic	Traitement de déchets			Eurostat	
F13	Agriculture biologique, nombre d'hectares	Biodiversité			Eurostat	
F14	Nombre de certifications ISO 14001 et EMAS par millier d'habitants	Transition vers une économie verte	TBCO		ISO.org	
F15	Nombre de certifications ISO 9001 par millier d'habitants	Transition vers une économie verte	TBCO		ISO.org	

N.B. : le tableau ci-dessous, proposé par le Groupe salarial, comprend les mêmes indicateurs que ceux repris dans le tableau A, proposé par le Groupe patronal.

B. PRESENTATION PROPOSEE PAR LE GROUPE SALARIAL

N°	Nom	Origine	Données
1	Air: qualité et satisfaction à l'égard de la qualité		PIBIen-être
2	Apprentissage tout au long de la vie en % de la population de 25 à 64 ans	TBCO	Eurostat
3	Capital réglementaire pour les actifs à risque pondéré		IMF Financial Soundness Indicators
4	Charge des coûts du logement au-delà de 25% du revenu disponible du ménage (propriétaires et locataires)		Eurostat
5	Comptes de flux de matières (Raw material consumption - RMC)		Eurostat
6	Consommation finale d'énergie des ménages par combustibles		Eurostat
7	Coût salarial unitaire nominal (variation % sur 3 ans)	TBCO	Eurostat
8	Coût salarial unitaire réel (variation % sur 3 ans)		Eurostat
9	Délinquance, violence ou vandalisme aux alentours		Eurostat
10	Dépense intérieure brute de R&D	EU2020	Eurostat
11	Dépenses totales de protection environnementale		PIBIen-être
12	Dette des ménages (consolidé)		Eurostat
13	Dette publique (% PIB)	MIP	Eurostat
14	Disparités de revenu disponibles (rapport interdécile D9/D1)		Eurostat
15	Eau: qualité et satisfaction à l'égard de la qualité		PIBIen-être
16	Ecart de salaires hommes-femmes	TBCO	Eurostat
17	Ecoinnovation index		Eurostat
18	Economie circulaire		A définir
19	Emploi à temps partiel involontaire		Eurostat
20	Espérance de vie à la naissance	TBCO	Eurostat
21	Evolution du revenu médian avant transferts sociaux (pensions exclues des transferts sociaux)		Eurostat
22	Impôts sur les sociétés	TBCO	KPMG
23	Indicateur sur l'état de l'habitat et oiseaux		A définir
24	Indice de Gini des inégalités de revenu	MIP	Eurostat
25	Intensité des émissions de gaz à effet de serre (émissions GES par PIB)		Eurostat
26	Intensité énergétique (consommation d'énergie par unité de PIB)	TBCO	Eurostat
27	Jeunes sans emploi et ne participant ni à l'éducation ni à la formation (NEET)	MIP	Eurostat
28	Logements dans "Wohnvorranggemeinden"		PIBIen-être
29	Niveau de scolarité supérieure dans la tranche d'âge des 30-34 ans	EU2020	Eurostat
30	Nombre d'emplois verts		A définir
31	Part de marché des exportations mondiales (variation % sur 5 ans)	MIP	Eurostat
32	Part d'emplois de moyenne et haute technologie	TBCO	Eurostat
33	Part des énergies renouvelables	TBCO	Eurostat
34	Patrimoine total des ménages		Eurostat
35	Personnes ayant quitté prématurément l'éducation et la formation	EU2020	Eurostat
36	Personnes vivant dans des logements surpeuplés (en % de la population totale)		Eurostat
37	PIB/heures travaillées (US=100%)		Groningen Growth and Development Centre and the Conference Board
38	Positions extérieures nettes (% PIB)	MIP	Eurostat

39	Pourcentage des intentions entrepreneuriales	TBCO	Global Entrepreneurship Monitor
40	Prélèvements bruts en eau douce par habitant		OCDE
41	Production de déchets par tête	TBCO	Eurostat
42	Production des activités vertes		A définir
43	Productivité de l'énergie		Eurostat
44	Productivité des ressources		Eurostat
45	Productivité matière non-énergétique		OCDE
46	Productivité réelle du travail par heures travaillées (taux de croissance moyen sur 3 ans)	TBCO	Eurostat
47	Proportion de salariés ayant des contrats temporaires		Eurostat
48	Qualité du système éducatif		World Economic Forum
49	Rendements des obligations d'Etat à long terme		Eurostat
50	Rentabilité des sociétés		Eurostat
51	Salariés ayant de longues heures involontaires		OECD Better Life Index
52	Satisfaction élevée quant au temps de trajet domicile/travail		Eurostat
53	Solde de la balance courante (% PIB, moyenne sur 3 ans)	MIP	Eurostat
54	Solde public (nominal et structurel)	TBCO	Eurostat
55	Taux de change effectif réel (42 partenaires commerciaux, variation % 3 ans)	MIP	Eurostat
56	Taux de chômage	TBCO	Eurostat
57	Taux de chômage de longue durée	TBCO	Eurostat
58	Taux de croissance du PIB réel (moyenne sur 3 ans)	TBCO	Eurostat
59	Taux de privation matérielle grave	MIP	Eurostat
60	Taux de recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques - %		Eurostat
61	Taux de recyclage des déchets municipaux - %		Eurostat
62	Taux de redoublement		OCDE
63	Taux de risque de pauvreté	EU2020	Eurostat
64	Taux de risque de pauvreté des travailleurs		Eurostat
65	Taux d'emploi des personnes de 20 à 64 ans	EU2020	Eurostat
66	Taux d'inflation	TBCO	Eurostat
67	Taux moyen de variation annuelle de la productivité globale des facteurs dans l'ensemble de l'économie	TBCO	AMECO
68	Temps nécessaire pour démarrer une entreprise (en jours)		Banque mondiale
69	Urban population exposure to air pollution / emissions-concentration Nox		Eurostat
70	Variation de l'emploi en %	MIP	Eurostat
71	Zones bâties		Eurostat

Indicateurs secondaires (à titre indicatif)

N°	Nom	Origine	Données
1	Accidents du travail	TBCO	Eurostat
2	Adultes déclarant être en bonne ou très bonne santé		Eurostat
3	Adultes déclarant être limités dans l'exercice de leurs activités habituelles à cause d'un problème de santé		Eurostat
4	Adultes déclarant souffrir d'une maladie ou d'un problème de santé de longue durée		Eurostat
5	Agriculture biologique, nombre d'hectares		Eurostat
6	Balance commerciale nette des produits énergétiques (% PIB)	MIP	Eurostat
7	Basic-school Entrepreneurial education and training The extent to which training in creating or managing SMEs is incorporated within the education and training system at primary and secondary levels		Global Entrepreneurship Monitor
8	Bruit		Eurostat
9	Charge de morbidité environnementale		Eurostat
10	Compétences civiques des élèves		Eurostat
11	Compétences en lecture des élèves de 15 ans		OCDE
12	Confiance dans les institutions		PIBIen-être
13	Connaissance et utilisation du luxembourgeois, du français, de l'allemand et/ou de l'anglais		A définir
14	Consommation de psychotropes		A définir
15	Consommation d'énergie primaire	EU2020	Eurostat
16	Consommation finale énergie - mécanisme d'obligation	EU2020	Eurostat
17	Consommation totale des ménages incluant les services non-marchands		A définir
18	Cultural and social norms The extent to which social and cultural norms encourage or allow actions leading to new business methods or activities that can potentially increase personal wealth and income		Global Entrepreneurship Monitor
19	Dettes extérieures nettes (% PIB)	MIP	Eurostat
20	Emissions de gaz à effet de serre par tête-bâtiments		Eurostat
21	Emissions de gaz à effet de serre par tête-dont transport		Eurostat
22	Emissions de gaz à effet de serre par tête-ETS		Eurostat
23	Emissions de gaz à effet de serre par tête-Hors-ETS		Eurostat
24	Emissions NMVOC		Eurostat
25	Employment in fast-growing firms of innovative sectors		Global Entrepreneurship Monitor
26	Entrepreneurship as a career choice		Global Entrepreneurship Monitor
27	Existence de procédures formelles de consultation lors du processus d'élaboration des lois et des règlements		PIBIen-être
28	Financing for entrepreneurs the availability of financial resources - equity and debt - for small and medium enterprises (SMEs) (including grants and subsidies)		Global Entrepreneurship Monitor
29	Flexibility of wage determination		World Economic Forum
30	Fréquence des contacts sociaux		Eurostat - Quality of Life
31	Hiring and firing practice		World Economic Forum
32	Importance relative des taux de congé parental		A définir
33	Imposition des personnes physiques		A définir
34	Indice de la qualité de la réglementation	TBCO	Banque mondiale
35	Indice de l'efficacité de l'administration	TBCO	Banque mondiale
36	Innovative SMEs collaborating with others as % SMEs		Innovation Union Scoreboard
37	International scientific co-publications per million population		Innovation Union Scoreboard
38	Investissements directs dans l'économie déclarante (flux)	MIP	Eurostat
39	Investissements directs dans l'économie déclarante (stocks)	MIP	Eurostat
40	Logements sociaux		PIBIen-être
41	Mesure de prévalence et de l'intensité des troubles de la santé mentale		Eurostat
42	New doctorate graduates per 1000 population aged 25-54		Innovation Union Scoreboard
43	NH3		Eurostat
44	Niveau de subsides accordés		Eurostat
45	Niveau d'études atteint		Eurostat
46	Nombre de brevets délivrés par million d'habitants	TBCO	Eurostat
47	Nombre de brevets déposés par million d'habitants	TBCO	Innovation Union Scoreboard
48	Nombre de certifications ISO 14001 et EMAS par millier d'habitants	TBCO	ISO.org
49	Nombre de certifications ISO 9001 par millier d'habitants	TBCO	ISO.org
50	Nombre de logements achevés par an		PIBIen-être
51	Nombre de votants en pourcentage de la population en âge de voter		PIBIen-être

52	Nombre des jours pour avoir un permis à construire		Eurostat
53	Non-EU doctorate students as a % of all doctorate students		Innovation Union Scoreboard
54	Non-R&D innovation expenditure as % of turnover		Innovation Union Scoreboard
55	Part de marché des exportations OCDE	MIP	Eurostat
56	Part des énergies renouvelables-cogénération		Eurostat
57	Part des énergies renouvelables-éolienne		Eurostat
58	Part des énergies renouvelables-hydroélectrique		Eurostat
59	Part des énergies renouvelables-photovoltaïque		Eurostat
60	Part des énergies renouvelables-thermique		Eurostat
61	Participation à des associations politiques et civiques		PIBien-être
62	Participation à des associations sociales, culturelles et sportives		Eurostat - Quality of Life
63	Parts de marché à l'exportation - variation % sur 5 ans	MIP	Eurostat
64	Patents applications in health and environment per billion GDP		United States Patent and Trademark Office (USPTO)
65	Patents applications per billion GDP		Innovation Union Scoreboard
66	Perceived capabilities for entrepreneurship (skills, knowledge and experience)		Global Entrepreneurship Monitor
67	Personnes vivant dans des ménages à très faible intensité de travail		Eurostat
68	Pièces par personne		Eurostat
69	PISA math and sciences scores		OCDE
70	Population dans l'incapacité de joindre les deux bouts		Eurostat
71	Post-school entrepreneurial education and training The extent to which training in creating or managing SMEs is incorporated within the education and training system in higher education such as vocational, college, business schools, etc.		Global Entrepreneurship Monitor
72	Prix de l'électricité - utilisateurs industriels (euro/Kwh)	TBCO	Eurostat
73	Prix du gaz - utilisateurs industriels	TBCO	Eurostat
74	Production par type de déchets (dangereux, chimiques, inertes, etc.)		Eurostat
75	Proportion de personnes ayant de bas salaires		Eurostat
76	Public-private co-publications per million population		Innovation Union Scoreboard
77	Quality of Work-Index		Quality of Work (CSL)
78	R&D expenditure in the business sector (% PIB)		Innovation Union Scoreboard
79	Recycling rate of plastic		Eurostat
80	Rendements obligataires à dix ans		Eurostat
81	Répartition des décès selon leurs causes		Eurostat
82	Satisfaction à l'égard de l'existence		Eurostat
83	Scientific publications among the top 10% most cited worldwide as % of total scientific publication of country		Innovation Union Scoreboard
84	Sentiment d'insécurité de l'emploi		OECD Better Life Index
85	Sentiments de discrimination		A définir
86	Sentiments de sécurité		PIBien-être
87	SMEs innovating inhouse as % SMEs		Innovation Union Scoreboard
88	SMEs introducing marketing or organisational innovation as % of SMEs		Innovation Union Scoreboard
89	SMEs introducing product or process innovation as % of SMEs		Innovation Union Scoreboard
90	Soutien du réseau social		Eurostat - Quality of Life
91	Tarification d'accès internet à large bande (USD/MB)	TBCO	OCDE
92	Taux annuels de croissance réelle des différentes mesures du revenu des ménages		A définir
93	Taux d'activité	MIP	Eurostat
94	Taux de change effectif réel pour la zone euro (variation % sur 3 ans)	MIP	Eurostat
95	Taux de croissance des passifs de l'ensemble du secteur financier (variation % sur 3 ans)	MIP	Eurostat
96	Taux de suicide		Statec
97	Taxes and bureaucracy The extent to which public policies support entrepreneurship - taxes or regulations are either size-neutral or encourage new and SMEs		Global Entrepreneurship Monitor
98	Temps consacré au bénévolat		Eurostat - Quality of Life
99	Temps consacré aux loisirs et aux occupations personnelles		Eurostat
100	Termes de l'échange par article (variation % sur 5 ans)	MIP	Eurostat
101	Travailleurs se déclarant satisfaits de la répartition de leur temps entre travail et vie privée		OECD Better Life Index
102	Urban population exposure to air pollution (émissions et concentration Nox)		Eurostat
103	Venture capital investment (% PIB)		Innovation Union Scoreboard

ANNEXE 2: LE REGLEMENT GRAND-DUCAL DU 5 AVRIL 1985

Le nouveau système d'indicateurs peut également servir de base pour adapter les seuils d'alerte et d'action partiellement surannés fixés par l'article 1^{er} du règlement grand-ducal du 5 avril 1985 portant application des dispositions de l'article 21, paragraphe 6 de la loi modifiée du 24 décembre 1977 autorisant le Gouvernement à prendre les mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi.

Pour l'appréciation du seuil critique d'aggravation de la situation économique et sociale requis pour la saisine du Comité de coordination tripartite, le Gouvernement s'est jusqu'à présent fondé notamment sur les indicateurs économiques suivants:

- a. la divergence du taux d'inflation intérieur par rapport à la moyenne pondérée des quatre principaux partenaires commerciaux du Luxembourg, à savoir la Belgique, la République Fédérale d'Allemagne, la France et les Pays-Bas;
- b. le taux de change effectif du franc pondéré par les marchés d'exportation et d'importation;
- c. l'évolution des exportations et importations de biens;
- d. les termes de l'échange calculés par référence aux valeurs unitaires des exportations et importations;
- e. la position compétitive de l'industrie luxembourgeoise exprimée par le coût salarial par unité produite;
- f. les prix à la production industrielle;
- g. les indicateurs d'activité des principales branches économiques;
- h. l'évolution du chômage et du chômage partiel;
- i. l'évolution du pouvoir d'achat des salariés.

Cependant, certains de ces indicateurs sont progressivement tombés en désuétude pour différentes raisons, liées à l'avènement de l'Union économique et monétaire européenne, mais aussi à la mutation de l'économie luxembourgeoise. Ainsi, la comparaison avec l'étranger ne se limite pas aux pays voisins, mais prend en compte la zone euro, voire l'UE. Les indicateurs spécifiques suivant les activités de services sont indispensables après la tertiarisation du tissu économique luxembourgeois.